



MOTION AFP

Le congrès du SNJ CGT réuni à Lille le 29, 30 et 31 mars 2010, appelle les pouvoirs publics et le patronat de la presse à enterrer définitivement le plan Louette de changement du statut de l'AFP qui vise à transformer la seule agence internationale de presse non anglo-saxonne en société anonyme dans un premier temps à capitaux publics pour être mieux privatisée ensuite.

Le départ en pleine crise du PDG Louette pour France Télécom est suffisamment éloquent pour mettre un terme au dépeçage de l'AFP. Le prochain PDG doit prendre en compte la volonté des personnels de préserver ce statut, véritable bouclier pour préserver l'indépendance de l'agence et de ses 2000 salariés.

La modernité de ce statut n'est plus à prouver car face aux crises économiques et sociales, il a permis à l'agence de résister en raison de l'absence de capitaux et d'actionnaires. Contrairement à Reuters, pour qui les fluctuations en bourse influent sur le sort des personnels.

Ce n'est donc ni d'une étatisation ni d'une privatisation par l'ouverture d'un capital dont l'agence a besoin mais d'un financement pérenne et d'un vrai projet rédactionnel. Les crises à répétition, la valse des PDG (11 en 38 ans), nécessitent avec le concours des élus de la nation l'élaboration d'un véritable plan de financement à long terme.

Le SNJ-CGT propose, à la suite des tables rondes au Parlement, qu'un groupe de travail interparlementaire, associant les forces vives de l'agence, travaille sur un tel projet qui pourrait envisager différentes mesures :

- Dotation annuelle (une lettre de mission rappelant les missions d'intérêt général de l'AFP suffirait à éviter des contestations de Bruxelles)
- emprunt à taux zéro sur la CDC pour financer le développement de l'agence, multimédia, nouvelles technologies, etc..)
- maintien des abonnements de l'Etat via le vote du budget au Parlement
- taxes sur les recettes publicitaires de la presse.

Face à la presse française, l'AFP doit avoir pour vocation d'être à la base d'un portail de la presse francophone. A l'international le réseau AFP doit se développer (vidéo en temps réel, développement de nouvelles langues).

Le SNJ-CGT exige enfin l'arrêt des projets de marchandisation et d'externalisation des services de l'AFP au profit de sociétés comme Relaxnews et Citizenside et la fin de la stratégie du publiereportage (service corporate).

Le SNJ-CGT dénonce les dernières déclarations du ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, qui le 29 mars devant l'association des journalistes des médias (AJM), a jugé le statut « obsolète » et estimé que le prochain PDG devra « mener à bien » sa réforme.

Pour la CGT et le personnel de l'AFP, ces déclarations résonnent comme une véritable provocation alors que la commission d'experts -désignée par le même ministre- n'a toujours pas rendu ses conclusions.

Cette attitude de Mitterrand confirme que cette réforme du statut relève plus de l'idéologie que d'une réelle réflexion sur la situation de l'Agence.

Le SNJ-CGT appelle le personnel de l'AFP, l'ensemble de la profession et au-delà toutes les personnes attachées au pluralisme de la presse, à rester mobilisés.

Lille le 30 mars 2010